

"De l'intérêt d'avoir un Comité Social et Economique"

Un atelier organisé à l'École des Métiers à Pavie



"De l'intérêt d'avoir un Comité Social et Economique"

Les membres de l'Observatoire d'analyse et d'appui au dialogue social et à la négociation collective du Gers organisent un atelier intitulé « de l'intérêt d'avoir un Comité Social et Économique », le 21 juin 2019, de 10 h à 12 h, à l'École des Métiers à Pavie.

Cet atelier sera co-animé par l'Unité Départementale du Gers de la DIRECCTE Occitanie et l'ARACT Occitanie.

Le nouveau **Comité Social et Économique (CSE)** dans les entreprises de 11 à 49 salariés est un acteur incontournable de la prévention des risques professionnels et de l'amélioration des conditions de travail. Toutefois, chefs d'entreprise et représentants des salariés se sentent parfois démunis et isolés pour avancer sur ces sujets dans le cadre du dialogue social.

C'est pour répondre à ces besoins que les membres de l'**Observatoire d'analyse et d'appui au dialogue social et à la négociation collective du Gers (instance paritaire : CFDT, CFE-CGC, CGT, CPME, FDSEA, FO, MEDEF, UDES, Solidaires, U2P)**, appuyé par la Direccte Occitanie, l'Aract Occitanie et la Carsat MP, proposent des ateliers d'information et d'échanges en direction des chefs d'entreprise et des membres de la délégation du personnel.

Dans ce cadre est organisé un **Atelier « De l'intérêt d'avoir un CSE », le 21 juin 2019**, à l'École des Métiers du Gers - 1 Avenue de la République - à Pavie.

Cet évènement s'inscrit dans le cadre d'une offre de service « à la carte » combinant ateliers et formations qui permettront de mieux appréhender les missions « santé, sécurité et conditions de travail », de contribuer à renforcer les compétences pour que ces sujets soient au cœur du dialogue social dans l'entreprise. Pour les entreprises assujetties qui sont dépourvus de CSE, ce sera également l'occasion de les aider dans cette mise en place.

Les entreprises intéressées doivent inscrire par mail à l'adresse suivante : oc-ud32.uc1@direccte.gouv.fr en précisant leur nom(s), prénom(s), et qualité(s) et la structure concernée.